

◀ Communiqué de la fédération SUD éducation ▶

Parcoursup : pour SUD-Éducation, c'est toujours non.

En grève le 24 janvier !

À compter du 22 janvier, une deuxième génération de lycéen.ne.s doit entrer ses vœux sur Parcoursup pour espérer accéder à une formation d'enseignement supérieur. L'année zéro de la plateforme (2017-2018) n'a fait que nous conforter dans notre rejet d'une réforme qui généralise la sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur.

- Du 22 janvier au 14 mars, les lycéennes et lycéens doivent entrer dix vœux dans la plateforme, sans les hiérarchiser selon leurs propres préférences. La ministre Frédérique Vidal refuse toujours de laisser les candidat.e.s indiquer leurs préférences avant la phase complémentaire de la procédure, postérieure au baccalauréat. Cette obstination révèle un choix politique : il s'agit d'empêcher les formations d'enseignement supérieur qui souhaiteraient prendre pour seul critère le choix (donc la motivation) des jeunes, de le faire. Les formations doivent sélectionner, classer, trier, c'est-à-dire détecter les premier.e.s de cordée qui sont la seule préoccupation de ce gouvernement. Avant Parcoursup, les lycéen.ne.s classaient leurs vœux par ordre de préférence ; ce sont à présent les formations qui ont l'obligation de se livrer à un gigantesque et absurde classement des candidat.e.s.

- Le gouvernement refuse de créer les places nécessaires pour accueillir dignement tou.te.s les jeunes qui le souhaitent dans la formation de leur choix, en particulier dans les universités, les IUT et les BTS.

- Le gouvernement persiste à maintenir la plus grande opacité sur l'opération de sélection qui se produit via Parcoursup : opacité sur les critères de classement utilisés par les formations, et sur le bilan de l'année zéro de Parcoursup, par filières et par territoires. Sur le terrain, nous n'avons pu observer que l'arbitraire et les discriminations, par exemple selon la filière ou le lycée d'origine.

Les lycéennes et lycéens mobilisé.e.s en décembre ont eu raison de rejeter des réformes conçues pour ségréguer et exclure :

- La réforme du lycée
- La pérennisation de Parcoursup
- La hausse des frais d'inscription pour les étudiant.e.s étranger.e.s extra-communautaires

Les « stylos rouges » portent à leur tour des revendications similaires.

SUD-Éducation appelle les personnels de l'éducation à les rejoindre massivement dans la grève le jeudi 24 janvier, et à débattre en assemblée générale de sa reconduction, pour imposer des reculs sur les réformes Blanquer et Vidal, pour obtenir des moyens pour l'égalité et le droit à l'éducation pour tou.te.s.